

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### COMPAGNIE GENERALE D'AFFACTURAGE (C.G.A.)

Société anonyme au capital de 14 400 000 €.  
Siège social : 3, rue Francis de Pressensé - 93577 La Plaine Saint Denis Cedex.  
702 016 312 R.C.S. Bobigny.

*Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.*

#### A — Comptes sociaux au 31 décembre 2016.

#### I. — Bilan au 31 décembre 2016.

(En Euros.)

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Caisse banque de France CCP	0	0
Créances sur les établissements de crédit	380 823 559	618 369 393
A vue	128 660 567	373 858 466
A terme	249 546 000	241 499 333
Créances rattachées	2 616 992	3 011 594
Opérations avec la clientèle	6 112 271 446	5 614 723 386
Créances prises en affacturage	5 750 228 315	5 268 297 998
Comptes d'adhérents débiteurs	17 060 391	32 909 138
Créances douteuses brutes	88 446 121	140 185 794
Dépréciations	-25 920 894	-26 291 978
Créances rattachées	621 800	522 000
Forfaiting	49 079 549	76 201 163
Dailly	232 707 043	122 899 271
Valeurs non imputées	49 121	0
Reverse factoring	0	0
Obligations et autres titres a revenu fixe	0	165 618 075
Participations et autres titres détenus a long terme	178 948	160 137
Valeurs immobilisées	15 495 221	15 775 958
Immobilisations incorporelles	46 910 730	38 040 341
Amortissements	-34 447 616	-30 943 458
	12 463 114	7 096 883
Immobilisations corporelles	6 074 834	5 739 009
Amortissements	-5 055 375	-5 011 732
	1 019 459	727 278
Immobilisations en cours	2 012 648	7 951 797
Autres actifs	2 075 362	1 531 508
Comptes de régularisation	6 406 830	5 855 160
Total	6 517 251 366	6 422 033 616

<b>Passif</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Dettes envers les établissements de crédit	4 913 724 954	5 075 027 636
A vue	93 581 435	2 587 055
A terme	4 820 016 671	5 071 605 047
Dettes rattachées	126 848	835 534
Opérations avec la clientèle	1 433 894 226	1 211 076 500
Comptes créditeurs de la clientèle	1 047 083 441	910 448 181
Retenues de garantie	383 565 484	298 021 784
Autres sommes dues	3 240 301	2 602 535
Dettes rattachées	5 000	4 000
Dettes représentées par un titre	28 437 720	16 484 863
Billets de trésorerie		
Billets à ordre (financement des adhérents)	28 437 720	16 484 863
Autres passifs	31 415 758	25 357 574
Comptes de régularisation	19 423 055	18 110 112
Provisions pour risques et charges	3 519 032	1 749 881
Capitaux propres	86 836 622	74 227 050
Capital	14 400 000	14 400 000
Réserves	50 882 189	42 269 189
Report à nouveau	1 861	947
Résultat	21 552 572	17 556 914
Total	6 517 251 366	6 422 033 616

## II. — Hors-bilan au 31 décembre 2016.

<b>Hors-bilan</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Engagements donnés :		
Engagements de financement		798 557 137
Engagements de garantie	1 449 984 642	1 504 404 725
Engagements sur titres		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Engagements reçus :		
Engagements de financement	541 698 752	1 303 777 208
Engagements de garantie	1 563 350 991	1 794 473 442
Engagements sur titres		
Engagements sur instruments financiers à terme		

## III. — Compte de résultat au 31 décembre 2016.

<b>(En Euros)</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
+ Commissions d'anticipation	47 975 181	45 715 986
+ Produits sur les opérations interbancaires	8 687 026	8 833 769
- Charges sur opérations interbancaires	-4 518 029	-15 814 104
+ Commissions de service	53 428 560	54 752 895
+ Commissions (produits)	506 940	415 080
- Commissions (charges)	-10 759 656	-9 913 798
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 206 805	705 052
- Autres charges d'exploitation bancaire	-310 131	-309 436
Produit net bancaire	96 216 695	84 385 444
- Charges générales d'exploitation	-56 195 889	-51 563 367
- Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation sur immobilisations incorporelles et corporelles	-3 871 816	-3 080 525

Résultat brut d'exploitation	36 148 991	29 741 552
+/- Coût du risque	-2 213 878	-2 199 527
Résultat d'exploitation	33 935 113	27 542 025
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	33 935 113	27 542 025
+/- Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	-12 382 541	-9 985 111
Résultat net	21 552 572	17 556 914

#### IV. — Annexe comptable.

##### I. — Présentation de la société et faits caractéristiques de l'exercice

CGA, filiale d'affacturage de la Société Générale, propose aux entreprises des solutions de gestion, de financement et de garantie de leurs créances commerciales.

##### II. — Principes, règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de CGA ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit, du Règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les montants sont indiqués en KEUR.

##### A. Immobilisations et amortissements :

1. Immobilisations incorporelles générées en interne. — Depuis l'exercice 2014, les études informatiques générées en interne se rapportant à un projet nettement individualisé sont immobilisées, chaque fois que le coût global du projet concerné dépasse 50 KEUR. Les coûts engagés sont enregistrés en compte d'immobilisations en cours jusqu'à la livraison du projet (ou du lot si le projet peut être décomposé en lots identifiables et indépendants). A cette date, le compte d'immobilisations en cours est soldé par débit d'un compte d'immobilisations incorporelles. Cette opération marque le début des amortissements comptables.

Conformément au règlement N° 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au PCG, seules les phases de développement informatique (études détaillées, réalisation et recettage) sont immobilisées. La phase de recherche, les études d'opportunité et de faisabilité, ainsi que les phases de formation et de maintenance, n'étant pas immobilisables, sont directement passées en charges.

2. Autres immobilisations – amortissements. — Hormis les immobilisations générées en interne, les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de logiciels informatiques. Elles sont amorties linéairement sur 4 ans. Pour les deux systèmes informatiques : les logiciels métiers I-FACTOR et AQUARIUS et le logiciel comptable COMPTAREL, les dates de départ des amortissements correspondent aux différentes dates de mise en service/livraison.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur 3, 5 ou 10 ans.

##### B. Risque de crédit

##### 1. Dépréciations sur créances douteuses :

##### 1.1. Définition des créances douteuses :

Créances douteuses débiteurs. — Conformément à l'article 2221-1 du Règlement ANC 2014-07 de l'autorité des normes comptables, sont classées en « créances douteuses débiteurs », les créances sur débiteurs restées impayées plus de 3 mois après leur échéance théorique et les créances sur débiteurs faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

Seules les créances débiteurs sur adhérents sains sont susceptibles d'être classées en créances douteuses débiteurs. Les créances débiteurs, qu'elles soient douteuses ou non, sur adhérents contentieux, ne figurent pas dans les comptes de créances douteuses débiteurs. Leur montant est pris en compte dans le calcul de créances douteuses adhérentes.

Créances douteuses adhérents. — Le compte « créances douteuses adhérents compromises » enregistre les sommes dues par les adhérents en procédure contentieuse.

La part de ces créances couverte par des garanties est reclassée en « créances douteuses simples », ainsi que prévu dans l'avis n°2003-G du Comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité.

Le compte de créances douteuses simples inclut également les soldes des comptes courants d'adhérents restés débiteurs pendant 90 jours consécutifs.

Règle de la contagion. — Comme prévu à l'article 8 du Règlement n°2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable, le principe général est d'appliquer la règle de la contagion, c'est-à-dire de retenir pour un débiteur tous les encours portés sur son numéro de SIREN et pour un adhérent contentieux, tous les encours des débiteurs pour cet adhérent.

Il est fait exception à la règle de la contagion, pour les créances débiteurs, dans les cas suivants :

— pour les créances débiteurs litigieuses, lorsque l'adhérent est notoirement solvable. Dans ce cas, si le litige ne peut être résolu, l'adhérent remboursera CGA conformément au contrat.

— pour les créances débiteurs non litigieuses :

— lorsque le contrat est avec recours, car dans ce cas le risque de crédit dépend de la solvabilité de l'adhérent,

— lorsque le débiteur est notoirement solvable (administration ou grand compte),  
 — lorsqu'il est constaté pour un débiteur donné, que les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine, ainsi que prévu à l'article 6 du Règlement n°2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable.

1.2. Dépréciations sur créances douteuses débiteurs. — La plupart des créances sont garanties au titre d'une police d'assurance crédit, qui permet à CGA de percevoir une indemnité en cas d'insolvabilité déclarée. Le taux de dépréciation, pour ces créances, est égal à 100 % du montant HT du risque résiduel, après prise en compte de la garantie.

Les créances ne faisant l'objet d'aucune garantie sont dépréciées (pour leur montant hors taxes) en fonction du taux de récupération réellement constaté pour les débiteurs « in bonis » (application d'une méthode statistique) et à 95 % pour les débiteurs ayant fait l'objet d'une procédure collective.

Toutes les créances douteuses débiteurs n'ont pas vocation à être dépréciées et les dépréciations peuvent être passées, soit au titre du risque adhérent, soit au titre du risque débiteur, conformément au tableau ci-dessous :

	Risque adhérent	Risque débiteur
Créances dépréciées	Litigieuses compromises (1)	Douteuses compromises (1)
Créances non dépréciées	Litigieuses simples	Douteuses simples
<i>(1) Conformément au Règlement n°2002-03 du 12 décembre 2002 du Comité d'urgence du CNC, les créances douteuses débiteurs compromises incluent, outre les créances en procédure contentieuse, toutes les créances figurant dans l'encours douteux depuis plus d'un an (soit 455 jours après l'échéance théorique).</i>		

Les créances litigieuses simples et douteuses simples ne sont pas représentatives d'un risque avéré et de ce fait ne sont pas dépréciées.

1.3. Dépréciations sur créances douteuses adhérents. — Les dossiers adhérents sont transmis au service contentieux et enregistrés en douteux compromis, lors de la constatation du risque de non-paiement.

Pour les créances enregistrées au service contentieux avant le 1er janvier 2002, la dépréciation est égale à 100 % du montant du risque net.

Pour les créances enregistrées au service contentieux depuis le 1er janvier 2002, le taux de dépréciation est fixé en fonction du risque de perte finale, déterminé après analyse d'une part de la situation financière de l'adhérent, d'autre part de la qualité des créances composant les encours, et après prise en compte des éventuelles garanties.

## 2. Utilisation de systèmes de notations externes et internes :

Adhérents	CGA n'est pas secteur de suivi du tiers	CGA est secteur de suivi du tiers
Portefeuille bâlois non retail	Utilisation de la note du groupe Société Générale	Notation de l'adhérent par CGA
Portefeuille bâlois retail	Utilisation de la note du groupe Société Générale Ou Utilisation de la note obtenue par mapping de note SCRL / Société Générale	Utilisation de la note obtenue par mapping de note SCRL / Société Générale en l'absence de note Société Générale

Débiteurs	Le débiteur est client Société Générale	Le débiteur n'est pas client Société Générale
Encours supérieur à 1 million d'euros	Utilisation de la note du groupe Société Générale	Notation du débiteur par CGA
Encours inférieur à 1 million d'euros	Utilisation de la note du groupe Société Générale si elle existe, Ou Utilisation de la note obtenue par mapping de note SCRL / Société Générale si tiers non noté	Utilisation de la note obtenue par mapping des notes SCRL / Société générale

C. Commissions. — La commission de service qui rémunère l'ensemble des services du factor s'applique ad valorem sur le montant des factures cédées. Un report de commission est calculé chaque fin de mois, pour tenir compte du fait que la commission d'affacturage rémunère le service rendu à l'adhérent jusqu'à extinction de la créance dans nos livres. Ce report de commission est comptabilisé en "Produits constatés d'avance".

La commission d'anticipation ou de financement rémunère les financements accordés par CGA à ses adhérents. La base de calcul de cette commission tient compte de la retenue de garantie. Une partie des recettes de financement est rétrocédée à certains adhérents en fin de mois sur la base du montant de cette retenue de garantie.

La commission d'anticipation post comptée est comptabilisée en fin de mois.

La commission d'anticipation précomptée est comptabilisée à la mise à disposition des fonds. Un produit constaté d'avance est enregistré en fin de mois pour tenir compte de la durée de portage qui excède la clôture de l'exercice.

D. Indemnités de fin de carrière. — Dans un but d'amélioration de l'information et d'harmonisation avec les règles en vigueur dans le groupe Société Générale, les indemnités de fin de carrière sont comptabilisées.

CGA a recours à des actuaires indépendants pour la valorisation de ses engagements. La provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actuarielle des engagements de retraite et prestations assimilées minorée de la valeur de marché des actifs venant en couverture des engagements.

A la clôture de l'exercice, le solde de la provision pour indemnités de fin de carrière est de 292 KEUR après application de la RECO ANC 2013-02 au 1/01/2016 ayant conduit à réévaluer par réserves à hauteur de 165 KEUR l'ouverture de l'exercice.

Par ailleurs, une dotation a été constatée sur l'exercice pour 181 KEUR et une reprise pour 81 KEUR.

E. Compte personnel de formation. — Le Compte Personnel de Formation (CPF) a remplacé le droit individuel à la formation (DIF) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Le volume d'heures de formation cumulé au titre du CPF s'élève au 31/12/2016 à 326 heures.

## III. – Notes sur le bilan.

## A. Actif :

## 1. Créances sur les établissements de crédit :

— Prêt à terme : Ce compte correspond au remplacement des fonds propres de CGA (63 050 KEUR) auprès de la Société Générale conformément aux instructions du groupe, et au remplacement d'une partie de la retenue de garantie clientèle 186 496 KEUR.

Les intérêts courus sont enregistrés en créances rattachées pour 2 617 KEUR.

## 2. Operations avec la clientèle :

— Créances prises en affacturage : Ce poste représente le stock de factures cédées à CGA et restant à recouvrer, hors créances douteuses. Les factures sont enregistrées au bilan pour leur valeur nominale, quel que soit le type de contrat, avec ou sans recours, au titre duquel elles sont cédées.

— Comptes d'adhérents débiteurs : Les comptes adhérents débiteurs représentent la créance de CGA sur l'adhérent.

— Forfaiting : Ce poste représente le stock de factures cédées à CGA et restant à recouvrer dans le cadre de l'activité Forfaiting.

— Créances impayées : Conformément à l'instruction 91-05 de la Commission Bancaire, sont classées en créances impayées les créances non douteuses dont le dépassement de l'échéance contractuelle est inférieur à 3 mois.

A la clôture de l'exercice, les créances impayées se montent à 805 340 KEUR.

## Créances douteuses brutes (en KEUR) :

Compte	31/12/2015	31/12/2016
Débiteurs douteux compromis	1 420	1 517
Adhérents douteux compromis	25 780	24 881
Débiteurs douteux simples	90 195	45 466
Débiteurs litigieux (1)	20 280	14 114
Adhérents douteux simples	2 511	2 468
Total	140 186	88 446

## — Dépréciations (en KEUR) :

Compte	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Dépréciations / débiteurs	515	540	221	834
Dépréciations / adhérents	24 345	3 213	3 897	23 661
Actualisation « dépréciation douteux »	32		6	26
Provision base portefeuille (2)	1 400			1 400
Total	26 292	3 753	4 124	25 921

(1) Les créances sur débiteurs litigieux relèvent du risque adhérent.

(2) Pour la première fois en 2012 a été constituée une provision collective venant en dépréciation des créances et calculée à partir d'un modèle de provisionnement propre à la société (portefeuille d'adhérents dits en alerte risques, non suivis en contentieux).

3. Obligations et autres titres à revenu fixe. — L'opération ayant conduit à la détention des parts junior émises par le véhicule de titrisation s'est achevée au 30/06/2016 expliquant ainsi le montant à zéro à fin d'année.

## 4. Valeurs immobilisées :

## — Immobilisations brutes :

(en KEUR)	31/12/2015	Acquisitions	Sorties	Virement comptable	31/12/2016
Immobilisations incorporelles	38 040		153	9 024	46 911
Immobilisations corporelles	5 739	714	378		6 075
Immobilisations en cours	7 952	3 841	756	-9 024	2 013
Total	51 731	4 555	1 287	0	54 999

## — Amortissements :

(en KEUR)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Immobilisations incorporelles	30 943	3 504		34 447
Immobilisations corporelles	5 012	367	324	5 055
Total	35 955	3 871	324	39 502

## 5. Autres actifs. — Ce poste est composé de

(en KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Dépôts et cautionnements	1 084	1 277
Créances sur l'état (TVA,...) T.V.A.	22	170

Autres	426	628
<b>Total</b>	<b>1 532</b>	<b>2 075</b>

Le compte « Dépôts et cautionnements » correspond essentiellement aux :

- Fonds de Garantie des Dépôts
- Dépôt de garantie pour l'immeuble LE STADIUM,
- Fonds de résolution unique.

6. Comptes de régularisation. — Ce poste est composé des charges constatées d'avance et des produits à recevoir :

(en KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Charges Constatées d'avance	4 576	3 133
Produits à Recevoir Exploitation	1 127	2 929
Produits à Recevoir Divers	152	345
<b>Total</b>	<b>5 855</b>	<b>6 407</b>

B. Passif :

1. Dettes envers les établissements de crédit. — Les créances clientèle étant payables à court terme l'endettement bancaire de CGA (découvert et spots) est au maximum à 120 jours sauf pour certaines opérations de Forfaiting International financées à plus de 4 mois et du refinancement opéré pour l'adossement d'opérations de préfinancement du crédit d'impôt compétitivité emploi pour certaines entreprises.

L'endettement est essentiellement en EUR, GBP, USD, PLN, SEK, CHF, CAD, NOK et AUD.

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue et dettes à terme.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2. Operations avec la clientèle. — Ce poste est essentiellement composé des comptes courants des adhérents (comptes créditeurs de la clientèle), des retenues de garantie et des autres sommes dues qui regroupent notamment des sommes mises en séquestre CDC ainsi que de règlements reçus sur les derniers jours de décembre à imputer sur les comptes tiers.

(en KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Comptes créditeurs de la clientèle	910 448	1 047 043
Retenues de garantie	298 022	383 565
Autres sommes dues	2 603	3 240
Dettes rattachées	4	5
<b>Total</b>	<b>1 211 077</b>	<b>1 433 894</b>

3. Dettes représentées par des titres. — Les billets à ordre émis dans le cadre du financement des adhérents sont affectés à ce poste (durée inférieure à 3 mois).

4. Autres Passifs. — Le poste "autres passifs" s'analyse comme suit :

(En KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Report de commissions	3 887	4 335
Produits perçus d'avance	9 086	11 788
Taxes diverses	605	669
Charges de personnel	5 383	5 569
Fournisseurs	4 385	6 928
Commissions d'apport réseau	1 573	2 096
Divers	439	31
<b>Total</b>	<b>25 358</b>	<b>31 416</b>

5. Comptes de régularisation. — Les comptes de régularisation incluent :

(En KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Impôts sur les sociétés*	9 834	12 351
Fournisseurs	2 427	273
Charges de personnel	2 192	2 613
Créditeurs divers	1 454	1 611
Tva collectée	1 512	1 760
Organismes sociaux	691	815
<b>Total</b>	<b>18 110</b>	<b>19 423</b>

\* CGA est intégrée fiscalement au groupe Société Générale, avec lequel une convention a été signée le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

## 6. Provisions pour risques et charges.

— La variation des provisions pour risques et charges s'analyse ainsi :

(En KEUR)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Litiges adhérents	1 550	1 353		2 903
Indemnités de fin de carrière(1)	27	346	81	292
Médaille du travail	41		24	17
Litiges et risques divers	132	202	27	307
Total	1 750	1 901	132	3 519

## 7. Capitaux propres :

— Capitaux propres avant affectation des résultats :

(En KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Capital	14 400	14 400
Réserve légale	1 440	1 440
Réserves facultatives	40 829	49 442
Report à Nouveau	1	2
Résultat de l'exercice	17 557	21 553
Total	74 227	86 837

Le capital est réparti en 600 000 actions ordinaires donnant chacune un droit de vote. La valeur de l'action est de 24 euros.

## Affectation du résultat 2015.

— L'exercice 2015 s'était traduit par un résultat de 17 557 KEUR. La situation au 31 décembre 2015 était de :

Bénéfice de l'exercice 2015	17 557
Report à nouveau 2015	1
Formant un bénéfice distribuable de	17 558

Le bénéfice distribuable a été affecté de la manière suivante :

Dotation aux comptes de réserves facultatives	8 778
Versement de dividendes aux actionnaires	8 778
Le solde au Report à nouveau	2
Total	17 558

## Proposition d'affectation du résultat 2016.

— L'exercice écoulé se traduit par un bénéfice de 21 553 KEUR. La situation au 31 décembre 2016 est la suivante :

Bénéfice de l'exercice	21 553
Report à nouveau	2
Formant un bénéfice distribuable de	21 555

La réserve légale étant d'ores et déjà dotée en totalité, CGA propose d'affecter le bénéfice distribuable de la façon suivante (montant en KEUR) :

Dotation aux comptes de réserves facultatives	10 776
Versement de dividendes aux actionnaires	10 776
Le solde au Report à nouveau	3
Total	21 555

## IV. – Notes sur le compte de résultat.

## A. Intérêts et charges assimilées :

(En KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Intérêts débiteurs	15 814	4 518
Swap	0	0
Total	15 814	4 518

B. Commissions. — Sont principalement comptabilisées en charges, les commissions de contre garantie d'établissements de crédit, les primes d'assurance couvrant le risque de crédit et le risque de dilution.

Les produits sont exclusivement constitués par la commission reçue du collatéral au titre de la mobilisation TRICP auprès de la SG.

C. Charges générales d'exploitation. — Les charges générales d'exploitation comprennent :

(En KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Frais de personnel	25 182	26 717
Impôts et taxes	2 197	1 932
Services extérieurs	24 184	27 547
Total	51 563	56 196

D. Coût du risque

(En KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-3 921	-3 753
Dotation provision base portefeuille	0	0
Reprise provision base portefeuille	0	0
Reprises de dépréciation des créances douteuses	4 908	4 118
Pertes sur créances irrécouvrables	-2 769	-1 296
Récupérations sur créances amorties	142	96
Actualisation	-1	6
Dotations pour provisions passif	-644	-1 433
Reprises de provisions passif	70	27
Dotations biens en adjudication	0	-28
Divers	15	49
Total	-2 200	-2 214

## V. – Notes sur le hors-bilan.

A. Engagements donnés :

(En KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Engagements de financement donnés (Tiers)	798 557	0
Engagement de garantie Créances IMPORT	28 107	25 411
Engagement garantie donnée Groupe	1 051 094	516 071
Engagement garantie donnée TRICP	425 203	908 503
Total	2 302 962	1 449 985

Les créances garanties IMPORT correspondent aux garanties données aux facteurs étrangers dans le cadre des opérations Import.

Depuis 2014, CGA a mis en place des engagements de garantie en fonction de conventions de partage de risque mises en place dans le cadre de ses opérations dites hybrides refinancées par titrisation avec le Groupe SG

Depuis février 2013, CGA mobilise certaines créances auprès du groupe Société Générale dans le cadre de l'accord de place TRICP (Traitement Informatisé des Créances Privées). Au 31/12/16 le montant de cette mobilisation était de 908 503 KEUR.

B. Engagements reçus :

(En KEUR)	31/12/2015	31/12/2016
Garanties reçues au titre du risque de crédit	175 025	174 779
Accord de refinancement et engagement de financement	1 303 777	541 699
Contre-garanties reçues du Groupe Société Générale	349 123	657 559
Contre-garanties reçues d'autres banques	33 888	36 301
Avals bancaires reçus dans le cadre de l'activité forfaiting	36 586	35 176
Garanties financières	115	115
Autres engagements de garantie reçus	148 643	170 587
Engagements de garanties reçues	1 051 094	488 834
Total	3 098 251	2 105 050



Le poste « garanties reçues au titre du risque de crédit » correspond à la limite de décaissement prévue dans le contrat d'assurance-crédit. Cette limite de décaissement représente le montant maximum d'indemnisation que la compagnie d'assurance-crédit accepte de décaisser au cours d'une même année d'assurance.

La ligne « Autres engagements de garantie reçus » correspond à la contre-garantie accordée par les compagnies d'assurance-crédit à certains de nos adhérents, dans le cadre d'une police d'assurance qu'ils ont contractée directement et dont ils délèguent le droit à indemnité à CGA.

Depuis, 2014, CGA a également mis en place des engagements de garantie en fonction de convention de partage de risque mis en place dans le cadre de ses opérations refinancées par titrisation avec le Groupe SG.

## VI. – Informations relatives au personnel.

### A. Effectif moyen. — Ventilation de l'effectif moyen proraté en 2016 :

Effectif 2016	Total	Cadres	Non cadres
Effectif salarié moyen	290	167	124
Détaché SG	18	18	0
Effectif total	308	185	124

### B. Rémunérations. — Les rémunérations allouées au titre de l'exercice 2016 sont :

— aux organes d'administration (jetons de présence) : 8 KEUR.

— aux organes de direction (4 personnes - le Directeur Général, le Directeur Général Délégué & 2 Directeurs Généraux Adjoints) : 462 KEUR.

## VII. – Autres informations.

### A. Tableaux des échéances des créances et des dettes :

#### 1. Créances ventilées selon la durée résiduelle (En KEUR) :

Poste	Montant brut	Echéance			
		Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans
Caisse, Banque de France					
Créances sur les établissements de crédit	380 824	230 335	21 806	92 991	35 691
Opérations avec la clientèle	6 112 271	5 530 495	339 117	242 659	0
Autres actifs	2 075	176	394	0	1 505
Comptes de régularisation	6 407	6 407			

#### 2. Dettes ventilées selon la durée résiduelle (En KEUR) :

Poste	Montant brut	Echéance			
		Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans
Dettes envers les établissements de crédit	4 913 725	4 518 349	207 709	187 667	0
Opérations avec la clientèle	1 433 894	1 211 753	37 455	149 935	34 751
Dettes représentées par un titre	28 438	28 438			
Autres passifs	31 416	29 362	2 054	0	0
Comptes de régularisation	19 423	7 044	12 379		

### B. Tableau des entreprises liées (En KEUR) :

Postes	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation
Créances sur les établissements de crédit	374 876	
Opérations avec la clientèle (compte à l'actif)	0	
Obligations et autres titres à revenus fixe	0	
Autres actifs	0	
Dettes envers les établissements de crédit	4 913 725	
Opérations avec la clientèle (compte au passif)	0	
Dettes représentées par un titre	0	
Autres comptes passif	0	
Autres passifs	0	

Produits sur opérations interbancaires	6 636
Intérêts et charges assimilées	-4 502
Commissions de service	0
Commissions (charges)	-173
Commissions d'anticipation	-4 433
Autres produits d'exploitation bancaire	507
Autres charges d'exploitation bancaire	0
Charges générales d'exploitation	-2 616
Engagements donnés	1 424 574
Engagements reçus	1 199 257

## C. Informations sectorielles :

— Encours de créances ventilées en fonction du secteur économique des débiteurs (En KEUR) :

Secteur économique	Encours	Part
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 208 377	19,83 %
Industrie manufacturière	1 131 810	18,57 %
Services administratifs et d'assistance ; Administration Publique	950 588	15,60 %
Services spécialisées, scientifiques et techniques	823 728	13,51 %
Services d'information et communication	533 746	8,76 %
Construction	156 860	2,57 %
Services financiers et assurances	208 474	3,42 %
Services de transports et entreposage	74 827	1,23 %
Activités immobilières	25 582	0,42 %
Santé humaine et action sociale	16 758	0,27 %
Production distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	42 172	0,69 %
Agriculture, sylviculture et pêche	3 819	0,06 %
Divers	918 470	15,07 %
Total	6 095 211	100,00 %

Encours de créances ventilés en fonction de la zone géographique des débiteurs (en KEUR) :

Zone géographique	Encours	Taux
France	5 232 738	85,85 %
Autres pays de la Communauté Européenne	463 601	7,61 %
Autres pays d'Europe	12 830	0,21 %
Asie	268	0,00 %
Afrique	10 691	0,18 %
Amérique du Nord	326 538	5,36 %
Amérique Centrale	47 463	0,78 %
Amérique du Sud	1 084	0,02 %
Total	6 095 211	100,00 %

3. Consolidation. — CGA est consolidée par intégration globale par la Société Générale.

4. Intégration fiscale. — CGA est intégrée fiscalement au groupe Société Générale, avec lequel une convention a été signée le 1er janvier 1995.

## V. — Assemblée générale annuelle ordinaire du 30 mai 2017

(Calcul et affectation du bénéfice distribuable.)

L'exercice écoulé se traduit par un bénéfice de 21.552.572,43 euros.

La situation au 31 décembre 2016 est la suivante :

Bénéfice de l'exercice	21 552 572,43 euros
Report à nouveau	1 860,97 euros
Formant un résultat à affecter de	21 554.433,40 euros

La réserve légale étant d'ores et déjà dotée en totalité, nous vous proposons de distribuer la moitié du résultat de l'exercice et de verser sur un compte de réserves facultatives la part non distribuée de l'exercice 2016, ce qui revient à affecter le résultat de la façon suivante :

Versement d'un dividende aux Actionnaires, soit 17,96 euros pour chacune des 600 000 actions composant le capital social	10 776 000,00 euros
Versement sur un compte de réserves facultatives	10 776 000,00 euros
Le solde au report à nouveau	2 433,40 euros
<b>Total</b>	<b>21 554 433,40 euros</b>

Le dividende serait mis en paiement à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017.

Le dividende, étant attribué à des personnes morales, ne serait pas éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts. Rappel des dividendes antérieurement distribués. — Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale rappelle qu'au titre des trois derniers exercices, les dividendes suivants ont été distribués (montants en euros) :

<b>Exercice</b>	<b>Dividende</b>
2013	14,92
2014	14,60
2015	14,63

Les dividendes attribués aux Actionnaires personnes physiques étaient éligibles à l'abattement prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts. En revanche, les dividendes attribués aux Actionnaires personnes morales n'étaient pas éligibles à cet abattement.

— Nombre d'Actionnaires personnes physiques en 2016 : 0

— Nombre d'Actionnaires personnes morales en 2016 : 3

## **VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

— le contrôle des comptes annuels de la société COMPAGNIE GENERALE D'AFFACTURAGE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la justification de nos appréciations ;

— les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 11 mai 2017.

*Les Commissaires aux Comptes*

DELOITTE et ASSOCIES :

Jean-Marc Mickeler ;

Ernst & Young Audit :

Luc Valverde.

**VII. — Rapport spécial des commissaires aux comptes**  
**sur les conventions réglementées**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 11 mai 2017.

*Les Commissaires aux Comptes*

DELOITTE et ASSOCIES :  
Jean-Marc Mickeler ;

Ernst & Young Audit :  
Luc Valverde.

**VIII. — Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public, au siège social de la Société.

**1702985**